



**PRÉFET  
DE LA RÉGION  
HAUTS-DE-FRANCE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

## **Direction Interdépartementale des Routes Nord**

Lille, le 04 décembre 2024

*Service des Politiques et Techniques*

**Note à Mesdames et Messieurs**

...

...

...

**Nos réf.** : Élaboration du SDSDI de l'A16

— **Affaire suivie par** : Vincent DELINS  
vincent.delins@developpement-durable.gouv.fr

**Tél.** : 06 60 38 64 49

**OBJET** : Élaboration du Schéma Directeur de Signalisation Directionnelle (SDSDI) de  
l'Autoroute A16

## LETTRE D'ENGAGEMENT

### **Article 1 : Identification**

#### *Article 1.1 : Pouvoir adjudicateur*

##### **Direction interdépartementale des routes Nord**

44 ter rue Jean Bart – CS 20275

59019 LILLE CEDEX

Personne physique qui représente le pouvoir adjudicateur :

Madame la directrice interdépartementale des routes Nord, par arrêté du préfet coordinateur des itinéraires routiers, préfet du Nord, préfet de la région Hauts-de-France.

Personne habilitée à donner les renseignements :

Madame la directrice de la direction interdépartementale des routes Nord

Par délégation Vincent DELINS

Par délégation Aurore LABBE

Comptable assignataire des paiements

Monsieur l'administrateur général des finances publiques, directeur régional des finances publiques des Hauts-de-France

Service des Politiques et Techniques

*Article 1.2 : Titulaire*

Je soussigné,

Nom,  
prénom :

☐ agissant en mon nom ou sous le nom de :

Domicilié à :

Tél. :

Fax :

Courriel :

☐ agissant pour le nom et le compte de la Société :  
(intitulé complet et forme juridique de la société)

Au capital  
de :

Ayant son  
siège à :

Tél. :

Fax :

--

[illegible][illegible]

### Article 1.3 : Le correspondant achat

- Vincent DELINS : [vincent.delins@developpement-durable.gouv.fr](mailto:vincent.delins@developpement-durable.gouv.fr)
- Aurore LABBE : [aurore.labbe@developpement-durable.gouv.fr](mailto:aurore.labbe@developpement-durable.gouv.fr)

## **Article 2 : Règlement de consultation**

## Article 2.1 : Contexte

## Article 2.2 : Objet du marché

L'élaboration du schéma directeur de signalisation de direction d'itinéraire et projets de définition attenants sur l'autoroute A16 située sur le domaine routier et autoroutier de la DIR Nord. L'élaboration de ces documents doit permettre d'assurer la cohérence d'itinéraire et la continuité des mentions signalées sur l'ensemble du réseau routier quelle que soit sa domanialité. Ce projet de schémas directeurs par itinéraire sera examiné en réunion interservices

(RIS) et approuvés par décision ministérielle conformément à la note du 18 mai 2017 relative aux procédures d'approbation des dossiers de signalisation des axes du réseau routier structurant.

Les droits patrimoniaux (de représentation et de reproduction) attachés à la propriété intellectuelle feront l'objet d'une concession (option A) selon les modalités précisées dans le Cahier des Clauses Particulières

### *Article 2.3 : Procédure de passation*

Le marché est passé selon une procédure adaptée en application de l'article R. 2123-4 à R. 2123-6 du Code de la Commande Publique

Le marché public est passé sans publicité conformément à l'article R. 2122-8 du Code de la Commande Publique

### *Article 2.4 : Conditions de la consultation*

#### Recevabilité des offres

La date et heure limites de remise des offres **est fixée au vendredi 13 décembre à 17h00**

Seules les candidatures et les offres ayant remis l'ensemble des documents suivants seront analysées :

- La lettre d'engagement ci-dessus dûment complétée ;
- Le devis détaillé dans le respect du détail estimatif ci-après ;
- Une note indiquant les moyens humains et leurs qualifications, les projets de même nature effectués au cours des 5 dernières années et un exemple de rendu, ainsi qu'une note méthodologique retraçant les différentes étapes de travail pour répondre à la demande, le planning et le délai d'intervention ;
- Un extrait Kbis de moins de 3 mois
- 2 documents attestant des capacités du candidat à réaliser la prestation

Les candidats déposeront leur offre par voie électronique aux adresses suivantes :

Pour : [vincent.delins@developpement-durable.gouv.fr](mailto:vincent.delins@developpement-durable.gouv.fr)

Copie conforme (CC) : [Sr.spt.Dirn@developpement-durable.gouv.fr](mailto:Sr.spt.Dirn@developpement-durable.gouv.fr)

Copie conforme (CC) : [aurore.labbe@developpement-durable.gouv.fr](mailto:aurore.labbe@developpement-durable.gouv.fr)

L'offre devra porter la mention :

**« ÉLABORATION DU SDSI DE L'A16 »**

### Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à **120 jours** à compter de la date limite de réception des offres.

### Détail des offres

L'offre comprendra le détail des prestations proposées et un calendrier de réalisation des prestations, ainsi que le détail de prix complété.

### Jugement des offres

	Critère d'attribution et méthode d'évaluation	Pondération												
X1	<p>Le coût global au regard du détail estimatif indicatif</p> <p><math>X1 = 30 \cdot Om / Oe</math></p> <p>Oe : offre de l'entreprise Om : offre la moins disante</p>	30%												
X2	<p>L'expérience, la méthode et le rendu du projet au regard :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>Sous-critère <math>X_{21}</math> : des projets de même nature effectués au cours des 5 dernières années et un exemple de rendu notés sur 4</li><li>Sous-critère <math>X_{22}</math> : note méthodologique notée sur 4</li></ul> <p>Une note allant de 0 à 4 sera attribuée à chacun de ces deux sous-critères selon le barème suivant :</p> <table><tr><th colspan="2">Valeur de la proposition</th><th>Notation</th></tr><tr><td>Très élevée</td><td>Réponse complète sans aucune observation ou réserve</td><td>4</td></tr><tr><td>Élevée</td><td>Réponse satisfaisante comportant quelques imprécisions ou réserves mineures</td><td>3</td></tr><tr><td>Correcte</td><td>Acceptable malgré des imprécisions ou</td><td>2</td></tr></table>	Valeur de la proposition		Notation	Très élevée	Réponse complète sans aucune observation ou réserve	4	Élevée	Réponse satisfaisante comportant quelques imprécisions ou réserves mineures	3	Correcte	Acceptable malgré des imprécisions ou	2	70%
Valeur de la proposition		Notation												
Très élevée	Réponse complète sans aucune observation ou réserve	4												
Élevée	Réponse satisfaisante comportant quelques imprécisions ou réserves mineures	3												
Correcte	Acceptable malgré des imprécisions ou	2												

		moyennant la levée de certaines réserves		
	<b>Insuffisante</b>	Nombreuses imprécisions ou présence de réserves significatives	<b>1</b>	
	<b>Très insuffisante</b>	Absence d'information ou informations hors-sujet (pour les éléments non listés comme étant éliminatoires)	<b>0</b>	
$X2 = 70 * (SCe / SCo)$ <p>SCe : note de la somme des sous-critères de l'entreprise (<math>X_{21} + X_{22}</math>)</p> <p>SCo : note de la somme des sous-critères de l'entreprise de la meilleure offre</p>				

### *Article 2.5 : Négociation*

Sans objet

## **Article 3 : Clauses particulières**

### *Article 3.1 : Allotissement*

Le marché n'est pas alloti.

### *Article 3.2 : Nature des prestations*

Les prestations, objet du présent marché, concernent :

L'élaboration du schéma directeur de signalisation de direction d'itinéraire sur l'autoroute A16 situées sur le domaine routier et autoroutier de la DIR Nord. L'élaboration de ce document doit permettre d'assurer la cohérence d'itinéraire et la continuité des mentions signalées sur l'ensemble du réseau routier quelle que soit sa domanialité.

En application de l'IISR, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2022 chaque itinéraire de voies à caractéristiques autoroutières doit avoir un schéma directeur de signalisation de direction d'itinéraire approuvé.

Les itinéraires du réseau géré par la DIR Nord à traiter dans le cadre de ce marché sont les suivants :

- **Itinéraire 1** : A16 partie non concédée de la frontière Belge à l'échangeur de Boulogne sur Mer

L'objectif est de faire examiner le projet de schéma directeur par itinéraire en réunion inter-services (RIS) et de les faire approuver par décision ministérielle conformément à la

note du 18 mai 2017 relative aux procédures d'approbation des dossiers de signalisation des axes du réseau routier structurant.

Après approbation des SDSDI, le projet de définition attenant au schéma directeur sera soumis à l'IGR pour avis puis approuvés par la directrice interdépartementale des routes conformément à la note du 18 mai 2017 relative aux procédures d'approbation des dossiers de signalisation des axes du réseau routier structurant.

Ces résultats seront utilisés par le pouvoir adjudicateur ainsi que décrit ci-après :

Les rendus pourront être réutilisés à fin d'études complémentaire, ou de révision de schémas directeurs sur tout réseau routier. Les versions modifiables des rendus seront donc à remettre au maître d'ouvrage.

Le ou les lieux d'exécution des prestations sont les suivants : département du Nord et du Pas de Calais.

Ces prestations doivent être conformes aux normes françaises homologuées ou équivalentes.

### Article 3-3 Modalités de rendu et livrables

#### **1. Préambule**

Tous les SDSDI seront étudiés en cohérence et établis sur la base :

- du schéma directeur national (réseaux Z, A, B) en vigueur au moment de l'étude, et en tenant compte des modifications en cours,
- du schéma directeur départemental des Hauts de France, en vigueur au moment de l'étude, et en tenant compte des modifications en cours,
- des schémas directeurs existants des agglomérations concernées,
- des schémas directeurs existants sur les autoroutes concédées A16, A26, A1.

Le pilotage de l'étude sera assuré par la cellule « sécurité Routières Équipement de la route » au sein du Service politique et Technique (SPT) de la DIR Nord (MOA)

Il sera formé un comité technique dont la composition sera, liste non exhaustive :

- Le SPT représentant la MOA
- Le bureau d'études,
- Les représentants des gestionnaires de voiries concernées :
  - Le District Littoral pour la DIR Nord,
  - Le conseil départemental du Nord et du Pas de Calais,
  - Les principales agglomérations concernées (Métropole de Dunkerque , Calais et Boulogne sur Mer...),
  - Les sociétés concessionnaires concernées (SANEF)
- le CEREMA,
- la MARRN.

**Remarque :** Plusieurs collectivités étant concernées, la composition du comité technique pourra varier en fonction des zones étudiées et de l'avancement de l'étude.



Afin de faciliter les échanges entre les membres du comité technique, le MOA envisage de mettre en place un espace de travail collaboratif. (Espace de travail du Bureau Numérique)  
Toutes les précisions seront données au démarrage de la mission.

Toutes les productions liées au projet pourront y être déposées afin d'être facilement accessible à tous et dans des délais réduits, notamment :

- Les documents « minutes » élaborés en vue d'une réunion seront déposés sous forme électronique par le titulaire sur cette plateforme au moins 10 jours avant chaque réunion.
- Les comptes-rendus de réunion seront établis dans un délai de 7 jours ouvrables après la réunion.

## **2. Consistance de l'étude**

Chaque partie technique correspond à un itinéraire tel que défini au §1.1 , elle se décompose en 3 phases.

### **2.2.** Phase 1 : Élaboration du SDSDI

1. Réunion de lancement avec le MOA
2. Bilan du schéma directeur appliqué, analyse des demandes antérieures, et des évolutions des schémas directeurs des axes limitrophes, et du SDD du Nord et du Pas de Calais,
3. Réunion n°1 du comité technique,
4. Élaboration du SDSDI conformément au § 10 - 3: cette partie pourra faire l'objet de plusieurs réunions de travail avec le comité technique. Le titulaire fournira au fur et à mesure de leurs établissements les pièces à examiner à chacun des membres du comité technique pour validation partielle préalablement à la production et à la diffusion du dossier minute,
5. Diffusion du dossier minute aux membres du comité technique,
6. Réunion n°2 du comité technique,
7. Reprise du dossier minute suite à l'avis du comité technique,

### **2.3.** Phase 2 : concertation

1. réalisation d'un dossier de présentation «allégé» accessible aux non-spécialistes (élus)
2. participation aux réunions de concertation en présence de l'équipe de pilotage, rédaction du ou des compte-rendus de réunion de concertation,
3. réalisation du dossier final en vue de sa présentation en RIS (Réunion inter services),
4. présentation de l'étude en RIS,
5. Mise à jour du dossier suite à l'avis de la RIS.
6. Remise des données informatiques à jour correspondant à la phase 1 de l'itinéraire et définies au 8.1.1 du CCP

### **2.4.** Phase 3 : élaboration du projet de définition de signalisation (PDS)

1. Bilan de l'existant, conformément au §10 - 5.1 ;

2. Élaboration du projet de définition et réalisation du dossier minute conformément au § 10 - 5.2 ;
3. Présentation du dossier en comité technique ;
4. Reprise du dossier suite aux remarques du comité ;
5. Transmission du dossier pour avis à la MARRN ;
6. Reprise du dossier suite à l'avis de la MARRN.
7. Remise des données informatiques définies au 8.1.1 du CCP.

### **3. Description de la phase 1 : étude du schéma directeur de signalisation de direction d'itinéraire**

#### **3.1** Bilan du schéma directeur approuvé

Sur la base des schémas directeurs des autres gestionnaires en connexion avec le réseau routier de la DIR, du constat des mentions existantes sur le terrain, le titulaire établira une note de synthèse des écarts au schéma directeur en vigueur (si existant).

#### **3.2** Étude des pôles

Le titulaire prendra pour référence le classement des pôles établi par les Conseils Départementaux de l'aire d'étude.

D'une façon générale, il est rappelé que l'étude des pôles doit permettre :

- le recensement des pôles à prendre en compte,
- le classement de ces pôles,
- la dénomination de chaque pôle, mention à inscrire sur les panneaux de direction,
- la définition du type de caractères de la mention.

#### **3.3** Étude des liaisons

Le titulaire examinera toutes les liaisons pouvant emprunter les axes étudiés sur la base des schémas directeurs existants. L'étude des liaisons se traduira par l'élaboration d'étoiles d'entrée (et/ou sortie) par pôle, et par la production d'une fiche itinéraire pour l'axe, et par des fiches carrefours pour le reste des carrefours. Cette étude doit aussi prendre en compte précisément les liaisons vertes et blanches dérivées des principales agglomérations.

- Les liaisons vertes (réseau Z,A et B) :

Ces liaisons seront examinées et étudiées conformément aux directives du Ministère. Si éventuellement l'étude les modifie, elles seront justifiées par un calcul d'éloignement notamment pour les liaisons nouvelles, dérivées ou déplacées.

- Les liaisons blanches seront examinées et étudiées en fonction des schémas directeurs existants :
  - ✓ liaisons C,
  - ✓ liaisons D,
  - ✓ liaisons des quartiers classés en fonction du plan de découpage en quartiers, validé par la commune,

- ✓ liaisons catégorielles dans la mesure où elles ont une incidence particulière sur le schéma directeur des itinéraires.

Les liaisons dérivées et les liaisons tronquées devront être identifiables.

### **3.4** Le complément à l'étude des liaisons

- Recensement des mentions d'intérêt local susceptibles d'être signalées notamment dans les carrefours de raccordement. Ces mentions feront l'objet d'une étude de jalonnement de proximité.
- Une étude de rabattement devra être élaborée pour chaque axe.

### **3.5** Fiches-itinéraire

Pour chaque axe, l'étude définira la fiche itinéraire de l'axe.

**Important :** À ce stade de l'étude, il conviendra de faire des propositions de choix sur les mentions si le nombre maximum autorisé par la réglementation est dépassé.

## **4. Description de la phase 2 : concertation et présentation en RIS**

### **4.1** organisation de la concertation

Lorsque le dossier technique minute est réalisé puis validé par le comité technique, le titulaire devra participer à la préparation des réunions de concertation nécessaires à l'élaboration du dossier définitif.

Il devra établir un dossier de concertation « allégé » en vue d'une présentation aux élus des collectivités concernées.

Les réunions de concertation devront associer les partenaires suivants :

- ✓ Services des Conseils Généraux des départements concernés,
- ✓ Services de l'Etat (DREAL des hauts de France , DIR Nord, DDTM62 et 59),
- ✓ Les élus des communes concernés par l'aire d'étude,
- ✓ les gestionnaires d'autoroutes concédées concernées
- ✓ Les partenaires économiques et touristiques (CCI, DDT, ...).

L'organisation et le nombre de ces réunions pourront être adaptés, après accord de l'équipe de pilotage, en fonction du contexte local, afin que d'autres partenaires que ceux cités précédemment soient avisés de la présente étude.

Le bureau d'étude rédigera tous les comptes-rendus de chaque réunion sous 7 jours ouvrés et les fera valider par l'équipe de pilotage.

Pour un résultat optimal, il peut être envisagé de consulter l'ensemble des acteurs dès le début de l'étude au travers du comité technique. La concertation pourra alors se traduire par un dossier allégé envoyé aux différents partenaires et sur lequel ils pourront donner un avis.

### **4.2** préparations et présentation du dossier en Réunion Inter-Services

Après concertation, le dossier technique final devra être établi pour être présenté en RIS. Le titulaire devra participer avec le Maître d'Ouvrage à la présentation du dossier en RIS. Le dossier de présentation en RIS devra se composer des éléments suivants :

- une note et un plan de présentation générale de la voirie précisant le cadre et l'horizon dans le temps ;
- une présentation du contexte ayant entraîné la modification du schéma directeur étudié, comprenant notamment les éléments relatifs aux consultations réalisées et aux échéanciers de réalisation ;
- un plan à échelle appropriée repérant la localisation des échangeurs ;
- la liste des pôles verts et des pôles blancs classés avec justification de leur niveau de classement ;
- une carte des pôles classés avec représentation de leur niveau ;
- un extrait des cartes de toutes les liaisons vertes existantes du schéma directeur national de signalisation de direction approuvées, les cartes des liaisons vertes modifiées avec le descriptif des itinéraires concernés avant et après les modifications demandées et les liaisons dérivées ;
- un extrait des cartes de toutes les liaisons blanches existantes et les cartes des liaisons blanches modifiées y compris les liaisons dérivées ;
- les justifications de liaison pour toutes les mentions ajoutées ou supprimées ;
- les cartes des itinéraires de rabattement ;
- les cartes de repérage des itinéraires de rabattement modifiés ou créés ;
- les cartes des itinéraires de substitution « S » ;
- les cartes des itinéraires européens « E » ;
- les fiches itinéraires initialement approuvées et les fiches révisées tenant compte des modifications apportées.

Nota bene : un modèle de fiche itinéraire au format informatique est mis en ligne sur le site <http://www.equipementsdelaroute.developpement-durable.gouv.fr/>.

Après la RIS, le bureau d'études réalisera un dossier modifié en intégrant les demandes de la RIS.

## **5. Description de la phase 3 : élaboration du projet de définition de signalisation**

### **5.1 Bilan de la signalisation existante**

Le bureau d'études devra réaliser un dossier photographique (couleur) de la signalisation directionnelle existante des carrefours et échangeurs de la zone définie par l'aire d'étude. Ce dossier sera composé de la façon suivante :

- une note de présentation traduisant l'analyse du relevé,
- un plan de repérage des carrefours et échangeurs de l'aire d'étude à une échelle appropriée.

Par carrefour ou échangeur :

- un plan du carrefour ou de l'échangeur concerné avec repérage des ensembles,
- la fiche carrefour reconstituée,

- la fiche carrefour issue du schéma directeur concerné, si elle existe,
- la photo couleur des ensembles.

## **5.2** Élaboration du projet de définition

Sur la base du SDSDI approuvé à l'issue de la phase 2, le titulaire devra établir le projet de définition de signalisation par itinéraire. Ce projet se composera :

- d'une notice technique, précisant les référentiels, identifiant les écarts à ces référentiels
- d'une vue en plan des implantations dans les zones d'échanges, à une échelle adaptée
- d'une vue en plan des implantations dans les carrefours de raccordement, si nécessaire,
- d'un synoptique de mise en conformité, au regard des éléments relevés au 10.5.1
- d'un cahier des décors,
- d'un cahier des profils en travers d'implantation des ensembles sur autoroutes ou routes nationales
- d'une étude de visibilité sur les ensembles en section courante

Ce dossier sera élaboré en collaboration avec les gestionnaires des autres réseaux concernés par le projet. À ce titre des réunions du comité techniques seront organisées. Pour ces réunions, le titulaire préparera :

- un dossier minute, qui sera diffusé au moins 10j avant la réunion
- Un support de présentation pour les réunions

Il aura en charge la rédaction du compte-rendu de la réunion.

## **6. Ordonnement des parties techniques et des phases**

La durée de la mission est estimée à 12 mois. Des notifications simultanées de phases et de parties techniques sont à prévoir.

Le titulaire devra être en mesure de tenir l'échéancier ci-après :

	Année1												Année 2						
	M1	M2	M3	M4	M5	M6	M7	M8	M9	M10	M11	M12	M1	M2	M3	M4	M5	M6	M7
Phase1		x	x	x	x	x	x												
Phase 2							x	x	x	X									
Phase3										x	x	x	X	x					

### *Article 3.4 : Propriété des documents*

L'ensemble des prestations faisant l'objet du présent marché resteront la stricte propriété du maître d'ouvrage qui se réserve l'exclusivité de l'utilisation des données, numériques ou non.

Le prestataire s'engage à ne pas fournir à des tiers les informations relevant de son marché sans accord écrit du maître d'ouvrage ou de son représentant.

### Article 3.5 : Protection de la santé et sécurité au travail

#### Équipements de protection collective : signalisation

Toute la signalisation temporaire nécessaire à la réalisation des prestations est à la charge du gestionnaire.

#### Équipements de protection individuelle

Le personnel doit impérativement porter un vêtement de signalisation à haute visibilité conforme aux prescriptions de la norme NF EN 471.

#### Véhicules

Les véhicules stationnant fréquemment sur la chaussée ou les accotements doivent être de couleurs claires dotés de bandes blanches rouges et blanches rétro-réfléchissantes dont les caractéristiques sont définies par l'arrêté du 20 janvier 1987, de feux spéciaux réglementés par l'arrêté du 4 juillet 1972 et de panneau AK5 ou AK14 équipé aux trois sommets de feux de balisage et d'alerte R2 synchronisés conformes aux prescriptions de la norme NF EN 12352, et dont la commande est indépendante de celle des feux spéciaux.

#### Déroulement des prestations

Le titulaire réalisera les démarches afin d'obtenir toutes les autorisations nécessaires à la réalisation des levées et respectera les consignes liées à la sécurité, à la signalisation qui pourront lui être données. Puis, le titulaire précisera dans son offre toute prestation supplémentaire à mettre en œuvre pour la bonne exécution de ses levées.

En particulier, le titulaire devra informer les intervenants du **District Littoral** et du Service des Politiques et Techniques du début de sa prestation :

Intervenants		
Adresse	Téléphone Mobile	Courriel
<b>Vincent DELINS</b> DIR Nord Service des Politiques et Techniques 44 ter rue Jean Bart CS 20275 59019 LILLE Cedex	06 60 38 64 49	Vincent.delins@developpement-durable.gouv.fr
Aurore LABBE	07 60 73 48 52	Aurore.labbe@developpement-durable.gouv.fr

SPT / cellule SR Equipements de la Route 62119 Dourges		
---	--	--

### *Article 3.6 :Travaux préparatoires*

La collecte des informations et des documents nécessaires à l'exécution du travail demandé, et l'exploitation de l'ensemble de la documentation est à prévoir dans l'offre du candidat.

### *Article 3.7 : Prix*

#### Mois d'établissement des prix

Le mois d'établissement des prix est réputé être celui correspondant au mois de signature du marché par le titulaire.

#### Variation des prix

Les prix sont fermes.

#### Montant du marché

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches, les prestations ne sont pas réparties en lots.

Les prestations seront réglées à 100% à l'achèvement de la commande, après acceptation des études par le maître d'œuvre.

Le signataire s'engage, sur la base de son offre et pour son propre compte à exécuter les prestations demandées par application de prix forfaitaires repris dans le détail estimatif comme suit :

Numéro des prix	Désignation des ouvrages et prix H.T. en toutes lettres	Prix H.T en chiffres
<b>Partie technique 2</b>		
<b>Série 100 – Elaboration du Schéma directeur de signalisation directionnelle d’itinéraire et du projet de définition de l’itinéraire A16</b>		
Cette série de prix rémunère l’élaboration du SDSDI et du PDS de l’itinéraire A16 tel que défini dans le CCP, paragraphe 1-1		
<b>101</b>	<p><b>Phase 1 : élaboration du SDSDI</b></p> <p>Ce prix rémunère forfaitairement l'exécution de la mission d'élaboration du SDSDI dont le contenu est décrit à l'article 10-3 du CCP , et notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• le bilan du schéma directeur en vigueur</li> <li>• l'étude des pôles : liste, carte et justification des pôles,</li> <li>• l'étude des liaisons : liste, carte, justification des liaisons,</li> <li>• production de la fiche itinéraires,</li> <li>• l'élaboration du dossier minute,</li> <li>• la mise à jour du dossier suite à avis du comité technique,</li> <li>• la préparation des supports de présentation aux réunions,</li> <li>• la participation aux réunions, comités techniques,</li> <li>• la réalisation des comptes rendus de réunions de travail</li> </ul> <p>Toutes les sujétions que le titulaire apportera afin de réaliser les prestations demandées.</p> <p><b>Le forfait (en lettres):.....</b></p>	
<b>102</b>	<p><b>Phase 2 : concertation et approbation</b></p> <p>Ce prix rémunère forfaitairement l'exécution de la mission de concertation et approbation elle qu'elle est décrite à l'article 10-4 du CCP, et notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• l'élaboration du dossier de concertation</li> <li>• la préparation des supports de présentation aux réunions,</li> <li>• participation aux réunions de concertation</li> <li>• la réalisation des comptes rendus de réunions de concertation,</li> <li>• mise à jour du dossier suite à la concertation</li> <li>• élaboration du dossier pour la RIS</li> <li>• préparation du support de présentation pour la RIS</li> <li>• participation à la RIS</li> <li>• mise à jour du dossier suite à la RIS</li> </ul> <p>Toutes les sujétions que le titulaire apportera afin de réaliser les prestations demandées.</p> <p><b>Le forfait (en lettres):.....</b></p>	



Numéro des prix	Désignation des ouvrages et prix H.T. en toutes lettres	Prix H.T en chiffres
103	<p><b>Phase 3 : Elaboration du PDS</b></p> <p>Ce prix rémunère forfaitairement l'exécution de la mission d'élaboration du PDS telle qu'elle est décrite à l'article 10-5 du CCP, et notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• relevé et analyse de l'existant,</li> <li>• élaboration des fiches carrefours travaillées</li> <li>• élaboration du cahier des décors</li> <li>• élaboration des plans d'implantation des équipements de signalisation</li> <li>• la préparation des supports de présentation aux réunions,</li> <li>• participation aux réunions,</li> <li>• la réalisation des comptes rendus de réunions</li> <li>• mise à jour du dossier suite l'avis de l'IGR</li> </ul> <p>Toutes les sujétions que le titulaire apportera afin de réaliser les prestations demandées.</p> <p><b>Le forfait (en lettres):.....</b></p>	

### *Article 3.8 : Contenu des prix*

Sans objet

### *Article 3.9 : Conditions d'exécution*

**Le présent marché est constitué par le document contractuel suivant : cahier des clauses administratives particulières générales prestations intellectuelles (CCAG PI).**

#### Acceptation du devis

L'acceptation du devis se fait par l'émission d'un bon de commande qui intègre les références du marché et du devis.

#### Passation des commandes

La commande sera adressée sous forme d'un bon de commande signé par le représentant du pouvoir adjudicateur ou ses délégataires.

Le bon de commande pourra être adressé pendant les jours et heures ouvrables, du lundi au vendredi, par télécopie ou par courrier électronique. Le titulaire devra accuser réception dans le délai maximum de soixante-douze (72) heures par renvoi en télécopie ou par courrier électronique du bon de commande portant la date et l'heure de réception au site demandeur. Le rapport de transmission automatique du pouvoir adjudicateur fera foi en cas de contestation.

#### Lieux d'exécution

Le projet se situe sur l'A16.

#### Délai d'exécution

Le délai de réalisation de l'ensemble des prestations est de 12 mois à compter de la date d'envoi du bon de commande. Le rapport complet sera envoyé **au plus tard le 13 Décembre 2025.**

#### Modalités de règlement

La transmission des factures sous forme dématérialisée s'effectue après inscription sur le portail «Chorus Pro» depuis l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>.

Les modalités d'utilisation du portail "Chorus Pro" sont disponibles depuis l'adresse suivante: <https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>.

Les factures dématérialisées adressées devront comporter les mentions prévues à l'article D.2192-2 du CCP ainsi que :

- Le numéro de marché
- Le numéro de SIRET de facturation qui sera transmis par le service ordonnateur suite à la notification du marché
- Le code du service exécutant de la dépense qui sera transmis par le service ordonnateur suite à la notification du marché
- Le numéro d'engagement juridique (EJ) qui sera présent sur chaque bon de commande.

Les règlements sont effectués selon les règles de la comptabilité publique. Le délai global de paiement est de 30 jours.

Le défaut de paiement dans le délai susvisé fait courir de plein droit et sans autre formalité des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire. Les taux des intérêts moratoires est celui de l'intérêt légal en vigueur à la date à laquelle les intérêts moratoires ont commencé à courir, augmenté de deux points.

#### Délais, retards d'exécution et pénalités

Une pénalité de 50,00 € par jour calendaire de retard est prévue pour le non-respect du délai d'exécution. La pénalité est applicable par simple constat du pouvoir adjudicateur. Ce constat interviendra par ordre de service.

Les pénalités pour retard commencent à courir, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure, le lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré, sous réserve des stipulations des articles 13.3 (prolongation du délai d'exécution) et 22.4 (sursis de livraison) du CCAG-PI.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG PI du 30 mars 2021, le titulaire ne sera pas exonéré des pénalités quand bien même elles seraient inférieures au prix de 1000 € HT.

#### *Article 3.10 : Garantie sur tiers*

Le titulaire garantit le pouvoir adjudicateur contre toutes les revendications des tiers relatives aux brevets, licences, dessins et modèles, marque de fabrique ou de commerce et tout autre titre de propriétés intellectuelles ou industrielles dont il propose l'emploi pour l'exécution du marché.

#### *Article 3.11 : Résiliations*

Les stipulations du chapitre 7 du CCAG PI du 30 mars 2021 sont applicables.

#### *Article 3.12 : Dérogations au cahier des clauses administratives générales*

La présente lettre d'engagement déroge à l'article suivant du cahier des clauses administratives générales des prestations intellectuelles (CCAG PI) suivant :

x article 3.9 « condition d'exécution - § pénalité » déroge à l'article 14 du CCAG PI.

*Article 3.13 : Déclarations, attestation sur l'honneur*

Le candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché produit les certificats et attestations prévus aux articles R.2142, R.2143 du Code de la Commande Publique dans un délai maximum de 10 jours à compter de la demande du pouvoir adjudicateur, s'ils ne sont pas fournis lors de la remise de l'offre.

*Article 3.14 : Renseignements*

Toute demande de renseignements doit être formulée par écrit et transmise par courriel aux adresses suivantes : [aurore.labbe@developpement-durable.gouv.fr](mailto:aurore.labbe@developpement-durable.gouv.fr)  
[Vincent.Delins@developpement-durable.gouv.fr](mailto:Vincent.Delins@developpement-durable.gouv.fr)

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents.

Toute réclamation est à adresser au tribunal administratif compétent :

Tribunal Administratif de Lille

5 Rue Geoffroy Saint-Hilaire - CS 62039

59014 cedex

Téléphone : 03 59 54 23 42

#### **Article 4 : Signature du marché**

Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Le présent document comporte quatre articles et 21 pages.

Lu et complété par le candidat

A \_\_\_\_\_ le \_\_\_\_\_

Signature et cachet de la Société

Mention écrite « Lu et approuvé »

Acceptation de l'offre

Notification du marché : oui – non

Le représentant du pouvoir adjudicateur :

à Lille, le

Par délégation pour Monsieur le directeur de la direction  
interdépartementale des routes Nord

Monsieur le chef du Service des Politiques et Technique

Thomas COURBON